

Implications juridiques de l'Accord de Paris et de l'intégration des énergies renouvelables



M. Derrick Oderson
Conseiller juridique et environnemental

L'Accord de Paris



- Réunit la communauté internationale sur une cause commune pour entreprendre des efforts ambitieux dans le but de lutter contre le changement climatique
- Plus de 190 pays ont signé l'Accord de Paris
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre et minimiser & limiter la hausse de la température mondiale à bien moins de 2 degrés Celsius au cours du siècle actuel

Priorités pour l'atténuation



- Cibles d'énergies renouvelables, normes d'efficacité énergétique et d'économies de carburant
- Modernisation des réseaux électriques
- Gestion de l'environnement et des déchets, préservation des forêts
- Transport

Politiques & législations relatives au changement climatique existantes



Le rapport de synthèse de la CCNUCC montre :

- Un grand nombre (33 %) des INDC sont fondées sur des stratégies, des politiques et des législations relatives au CC, ou facilitent la création de nouvelles politiques et législations relatives au CC
- Que les INDC sont soutenues par des lois nationales existantes
- Des croissances nationales vertes ou des économies vertes
- Politiques sectorielles relatives au CC et au développement durable (ex. : énergie, transport, agriculture, foresterie, etc.)
- Législations intégrales d'énergie et relatives au CC
- Stratégies de CC, taxes sur les émissions, etc.

La mise en œuvre requerra :



- De nouvelles institutions, législations et politiques
- Le renforcement de lois et réglementations existantes relatives au CC
- L'intégration et l'incorporation d'objectifs liés au CC dans des plans de développement socio-économiques à long terme
- L'amélioration de l'administration et de l'évaluation des résultats des stratégies et politiques relatives au CC
- Certaines *INDC ou modifications de politiques existantes requièrent l'approbation du parlement*

Législation relative au changement climatique



- Au cours des cinq dernières années, le nombre de lois relatives au climat a presque doublé, passant de 426 en 2006 à 804 en fin 2014
- Presque la moitié des pays étudiés ont des cibles de réduction de leurs émissions d'ici 2020, la plupart d'entre elles étant incorporées dans des lois ou des politiques
- Plus de 75 % des émissions mondiales sont sujettes à une cible de réduction des émissions dues à l'activité économique
- 8 pays sur 10 ont des cibles concernant l'énergie renouvelable, et 9 sur 10 ont des cibles visant à promouvoir les technologies à faible émission de carbone

Les défis de la mise en œuvre de l'Accord de Paris au niveau national



- Quels sont le statut et la force du cadre juridique existant? ex. : statut principal, réglementations secondaires?
- Créer une nouvelle législation ou réviser la législation existante?
- L'incorporation des INDC dans les législations nationales établiront des obligations juridiques pour la mise en œuvre. Cela donnera-t-il naissance à des droits exécutoires?
- Comment les engagements peuvent-ils être appliqués? Par qui? ex. : Doit-il y avoir des dispositions de pénalité dans le cas où les engagements ne seraient pas respectés?

Application



Qui est le plus efficace?

- Corps législatif
- Organisme administratif
- Tribunaux



*Thank
You*
